

Lettre ouverte au Premier Ministre du Canada, aux Premiers Ministres des provinces, aux chefs autochtones et aux Canadiennes et Canadiens

Le très honorable Justin Trudeau, Premier Ministre du Canada  
L'honorable Rachel Notley, Première Ministre de l'Alberta  
L'honorable Christy Clark, Première Ministre de la Colombie-Britannique  
L'honorable Greg Salinger, Premier Ministre du Manitoba  
L'honorable Brian Deland, Premier Ministre du Nouveau-Brunswick  
L'honorable Dwight Ball, Premier Ministre de Terre-Neuve-et-Labrador  
L'honorable Bob McLeod, Premier Ministre des Territoires du Nord-Ouest  
L'honorable Stephen McNeil, Premier Ministre de la Nouvelle Écosse  
L'honorable Peter Taptuna, Premier Ministre du Nunavut  
L'honorable Kathleen Wynne, Première Ministre de l'Ontario  
L'honorable H. Wade MacLauchlan, Premier Ministre de l'Île-du-Prince-Édouard  
L'honorable Philippe Couillard, Premier Ministre du Québec  
L'honorable Brad Wall, Premier Ministre de la Saskatchewan  
L'honorable Darrell Pasloski, Premier Ministre du Yukon  
Chef National Perry Bellegarde, Assemblé des Premières Nations  
Président Clément Chartier, Métis National Council  
Président Dawn Lavell-Harvard, PhD., L'Association des femmes autochtones du Canada  
National Chief Dwight Dorey, Congress of Aboriginal Peoples

RE : De l'expansion des sables bitumineux et de l'énergie renouvelable

À Paris, le nouveau gouvernement fédéral a annoncé que le Canada devenait membre de la Coalition de haute ambition, un groupe de pays tentant de limiter le réchauffement de la planète à 1.5°C ou moins. Cette semaine, à Vancouver, vous commencerez à définir les grandes lignes d'une nouvelle économie canadienne sobre en carbone qui devra être compétitive et innovante .. Nous sommes en faveur de ces changements.

Nous sommes membres des *Dialogues pour un Canada vert*, un réseau canadien d'universitaires qui a publié en mars 2015 un plan d'action climatique pour le Canada. Ce rapport proposait l'intégration des installations hydroélectriques de Colombie-Britannique, du Manitoba, du Québec et de Terre-Neuve avec le futur secteur des énergies renouvelables. Cette intégration serait un pilier de la transition vers une électricité sobre en carbone au Canada. Notre carte des énergies renouvelables met d'ailleurs en évidence le vaste potentiel éolien et solaire dans le sud des Prairies.

Dans ce contexte, les récentes discussions sur l'expansion des sables bitumineux de l'Alberta laissent des questions cruciales sans réponses. En 2014, le gouvernement fédéral a approuvé la livraison de 525 000 barils de bitume par jour par l'oléoduc Northern Gateway pour l'exportation via Kitimat sur la côte ouest du Canada. En ce moment, deux autres grands oléoducs sont proposés afin de distribuer une production accrue des sables bitumineux. Kinder Morgan propose l'expansion de son oléoduc Transmountain sur la côte ouest, ce qui ajouterait 600 000 barils par jour. TransCanada veut construire l'oléoduc Énergie Est afin de distribuer 1,1 million de barils de la production des sables bitumineux vers les raffineries de l'Est du Canada et un terminal maritime au Nouveau-Brunswick. Mis ensemble, le Canada a ainsi approuvé et proposé des oléoducs pour la vente supplémentaire de sables bitumineux de 2,3 millions de barils par jour à un coût total de 27,6 milliards de dollars.

À la fin de 2015, le seuil de rentabilité pour produire du pétrole d'une nouvelle mine de sables bitumineux a augmenté à environ 100 \$ US par baril pour une mine de sables bitumineux et à 75 \$ US pour un nouveau projet des sables bitumineux utilisant la vapeur. Citigroup Global Markets Inc. a annoncé que le coût moyen des projets des sables bitumineux à vapeur et des mines de sables bitumineux à ciel ouvert est d'environ 40 000 \$ et 78 000 \$, respectivement, par baril par jour. Ainsi, l'utilisation au maximum de sa capacité des oléoducs proposés pourrait nécessiter de nouvelles installations de production avec un coût minimum estimé de 92 milliards de dollars en plus des 27,6 milliards pour les oléoducs. L'investissement relié à l'exploitation des sables bitumineux sera donc d'au moins 120 milliards.

On est en droit de se demander si de tels investissements seront rentables puisqu'il y a quelques jours le ministre saoudien du pétrole a déclaré que le prix du pétrole restera bas jusqu'à ce que les producteurs à coût élevé, comme les sables bitumineux, quittent le marché mondial. De plus, Bloomberg Business a rapporté que l'expansion des marchés des automobiles électriques ferait effondrer définitivement le marché du pétrole au cours des 5 à 10 prochaines années. Finalement, toute discussion sur de nouvelles extractions de pétrole doit également tenir compte des cibles nationales et provinciales d'atténuation des changements climatiques. Environnement Canada prévoit qu'en 2030 nos émissions nationales de gaz à effet de serre seront 55% au-dessus de notre engagement à Paris. Un investissement de plusieurs milliards de dollars dans les oléoducs n'est clairement pas ce que ni le Canada, ni aucune province, n'a besoin au moment de commencer la transition vers une économie sobre en carbone et le respect de nos obligations acquises à Paris.

Nous croyons que la diversification des portefeuilles énergétiques nationaux et régionaux permettrait d'améliorer à la fois la santé et le bien-être des Canadiens, et réduirait les effets dévastateurs du développement des combustibles fossiles sur les peuples autochtones et sur l'environnement. La diversification de ces portefeuilles permettrait également d'améliorer la sécurité énergétique et économique. Une redirection des investissements vers les énergies renouvelables permettrait de repositionner les travailleurs du secteur pétrolier vers ce secteur. La transition vers une société viable et une économie sobre en carbone pourrait aussi améliorer le bien-être des citoyens en modernisant les infrastructures, la création de nouvelles entreprises entraînant de plus de nouveaux emplois. Des investissements ciblés dans les énergies renouvelables permettraient au Canada d'atteindre l'autonomie énergétique tout en réduisant considérablement nos émissions de gaz à effet de serre. Un progrès significatif en matière de réduction des émissions montrerait au monde entier que le Canada et les provinces productrices de pétrole font vraiment face à leur responsabilité planétaire.

Bloomberg New Energy Finance a indiqué que les investissements dans les énergies propres sont passés de 10 milliards à 50 milliards de dollars entre 2004 et 2014. Pendant ce temps, selon Analytica Advisors une entreprise basée à Ottawa, la place du Canada dans le marché mondial des technologies propres a décliné. Puisque les infrastructures énergétiques ont une durée de vie de plusieurs décennies, nos investissements actuels verrouillent le développement dans des voies spécifiques. L'amortissement des oléoducs et des mines des sables bitumineux se également fait sur le long terme. Poursuivre des investissements dans l'extraction et le transport de pétrole rendra le Canada maintiendra donc notre dépendance à une énergie à forte intensité de carbone. *Dialogues pour un Canada vert* vous demande donc d'adopter une politique énergétique et climatique claire qui diminuera les émissions de GES et encouragera les entreprises à investir dans des technologies sobres en carbone.

À propos des Dialogues pour un Canada vert :

Nous sommes une initiative qui mobilise plus de 60 universitaires provenant de toutes les provinces du Canada. Notre réseau représente des disciplines diverses en sciences et en sciences sociales, la viabilité étant au cœur de nos programmes de recherche. Si le Canada n'oriente pas son développement économique et social vers une plus grande viabilité, nous craignons que les prochaines générations subissent les conséquences difficiles d'un réchauffement extrême des températures au plan mondial.

Le 3 mars 2016

Au nom des *Dialogues pour un Canada vert* :

1. James Byrne, PhD., Professor, University of Lethbridge
2. Bryson Brown, PhD., Professor, University of Lethbridge
3. Catherine Potvin, PhD., Professor, McGill University
4. Pamela Palmater, PhD., Associate Professor & Chair in Indigenous Governance, Ryerson University
5. Ken Oakes, PhD., Assistant Professor, Cape Breton University
6. Deborah de Lange, PhD., Assistant Professor, Ryerson University
7. Meg Holden, PhD., Associate Professor, Simon Fraser University
8. Alison Kemper, Ph.D., Assistant Professor, Ryerson University
9. Normand Mousseau, Ph.D., Professeur titulaire, Université de Montréal
10. Mark C.J. Stoddart, PhD., Associate Professor, Memorial University
11. Brent J. Sinclair, PhD., Associate Professor, Western University
12. Ann Dale, PhD., Professor, Royal Roads University
13. Ian Mauro, PhD., University of Winnipeg
14. Jeffrey McDonnell, PhD., FRSC, Professor, University of Saskatchewan
15. André Potvin, M. Arch. Ph.D., École d'architecture, Université Laval
16. Jose Etcheverry Ph.D., Associate Professor York University
17. Suzanne Simard, PhD., Professor, University of British Columbia
18. Andreas Heyland, PhD, Associate Professor, University of Guelph
19. Irene Henriques, PhD, Professor, York University
20. Ciara Raudsepp-Hearne, PhD, Quebec Centre for Biodiversity Science, McGill University
21. Sarah Otto, PhD., Professor, University of British Columbia
22. Anthony Perl, PhD., Professor, Simon Fraser University
23. Liat Margolis, MLA, University of Toronto,
24. Ashlee Cunsolo Willox, PhD., Canada Research Chair and Assistant Professor, Cape Breton University
25. Taysha Palmer, IRIS International Research Impact Services
26. Aerin Jacob, PhD., University of Victoria
27. Stephen R.J. Sheppard, Professor, CALP/Urban Forestry, UBC
28. François Anctil, Ph.D., Professeur titulaire, Université Laval
29. Sally Aitken, PhD, Professor, University of British Columbia
30. Sonia Wesche, PhD, Assistant Professor, University of Ottawa
31. Marc Lucotte, Ph.D., Professeur titulaire, Université du Québec à Montréal

32. Irena Creed, PhD, Professor, Western University

33. Nathalie Bleau, Coordonnatrice du programme ENVIRONNEMENT BÂTI, Ouranos

D'autres chercheurs sur le climat au Canada et à l'étranger qui soutiennent cette lettre :